

## « 2012 : le PS ne doit pas oublier le peuple »

par Christian Paul et Camille Peugny \*

(Le Monde, 24 mai 2011)

Une contribution récente aux débats de la gauche appelle une urgente mise au point, afin que ce point de vue très singulier, et jusqu'ici isolé, ne vienne pas démobiliser ceux qui bâtissent jour après jour l'alternance pour 2012 ! Il est au moins un point sur lequel les rédacteurs du rapport du think tank Terra Nova ont raison : le Parti socialiste doit se donner une stratégie électorale pour 2012.

Depuis des années, il s'échinait à ne froisser personne : ni les classes populaires ni les classes moyennes, et surtout pas les plus riches et les docteurs en vertu, ceux qui distribuent les brevets de bonne gestion et de crédibilité. Ne voulant fâcher personne, le PS ne parlait plus à personne, et ce faisant, il fut régulièrement et tristement défait lors des échéances nationales.

L'apport stratégique de ce rapport s'arrête là. Pour le reste, si le PS s'inspirait de ses conclusions, il signerait son arrêt de mort. L'idée centrale du rapport est simple. Puisque la *"coalition historique"* nouée autour des enjeux économiques sur laquelle s'appuyait la gauche victorieuse se délite, il lui faut reconstruire une majorité électorale autour des valeurs culturelles.

Cet argument est vieux comme la science politique : le clivage prépondérant au sein de l'électorat ne serait plus construit autour des valeurs économiques et sociales, mais bien le *"libéralisme culturel"* (les attitudes à l'égard de l'environnement, de l'égalité entre les hommes et les femmes, des minorités, etc.) dont seraient porteurs les diplômés plutôt que les non-diplômés, les femmes plus que les hommes, les catégories moyennes plus que les catégories populaires, les jeunes plutôt que les plus âgés.

Tout n'est pas à balayer d'un revers de main dans cette thèse. Il est vrai, par exemple, qu'une corrélation forte existe entre le niveau de diplôme et la revendication de libéralisme culturel. Ensuite, la plupart de ces aspirations sont heureusement légitimes et incontestables. D'ailleurs, elles sont déjà nôtres.

De là à conclure que le PS devrait renoncer à reconquérir le suffrage de classes populaires séduites par le Front national et se concentrer sur les hérauts du libéralisme culturel, un pas existe, à surtout ne pas franchir. D'abord, parce que certaines des conclusions ainsi formulées révèlent une vision très simplificatrice de la société. Pourquoi résumer l'identité des individus à un seul élément ? On peut être jeune, femme ou diplômé et dans le même temps ouvrier ou employé des services.

Faut-il parler à ces derniers parce qu'ils sont jeunes, diplômés ou femmes, ou ne pas leur parler parce qu'ils sont ouvriers ? Ensuite, parce que la réalité démographique est impressionnante. La société française des années 2010 ne se résume pas à la société de la connaissance que d'aucuns annoncent depuis des décennies. Parmi les plus de 15 ans, la France compte 6,5 millions d'ouvriers actifs et 8,5 millions d'employés actifs. Qui peut imaginer gagner une élection sans s'adresser clairement à ces 15 millions de salariés ?

Par ailleurs, décrire les ouvriers comme étant *"perdus pour la cause"*, définitivement crispés sur les valeurs autoritaires et nationalistes, ne reflète pas la réalité dans sa complexité. Certes, les ouvriers votent beaucoup moins pour la gauche que par le passé. Certes, lorsqu'ils se déplacent, ils votent de plus en plus pour le FN. Mais c'est bien

l'abstention qui constitue le premier parti ouvrier. Or, si une majorité absolue des ouvriers s'est abstenue lors des derniers rendez-vous électoraux, c'est bien que la surenchère xénophobe du gouvernement et de l'extrême droite les laisse de marbre.

Surtout, si les classes populaires s'abstiennent ou ne votent plus pour le PS, c'est aussi parce que ce dernier n'a pas su imposer l'agenda social dans l'élection. En 1981, une immense majorité des ouvriers était clairement favorable à la peine de mort. Ils ont pourtant massivement voté pour l'homme qui allait l'abolir, car ce dernier a su leur parler, aussi et d'abord, chômage, emploi et pouvoir d'achat. Oui, plus que jamais, le PS doit représenter et défendre les classes populaires. Il doit être non seulement le parti des ouvriers, mais également celui des *"routiniers des services"*, nouveau prolétariat des années 2000. Ce sont ces assistantes maternelles qui gardent nos enfants, ces travailleurs du soin qui s'occupent de nos grands-parents, ou encore ces caissières qui travaillent jusqu'à 23 heures afin que nous puissions acheter notre dîner en quittant le bureau tard le soir.

Ces professions sont les plus mal payées et les plus mal considérées. Ces travailleurs ont des conditions de travail pénibles et figurent parmi les plus isolés, partagés entre de multiples employeurs. Il est urgent que le PS leur parle et leur propose un avenir à la hauteur de leur importance sociale.

Le changement que les socialistes proposent pour 2012 s'énonce clairement comme un projet de redressement pour la France, un programme antidéclin. Nous pensons civilisation, et non pas clientélisme. Nous oeuvrons pour la réconciliation des Français, quand Nicolas Sarkozy pousse à la segmentation et à la division. Voilà notre stratégie. Un projet de société se doit d'être à l'opposé d'un simple exercice de marketing électoral, désignant ses cibles et abandonnant les territoires supposés moins rentables.

Comment recréer de la confiance, du respect mutuel et tout simplement une adhésion majoritaire, si au coeur de ce projet n'est pas inscrite une conception exigeante de la justice, faisant appel certes au mérite et à l'autonomie de chacun, mais d'abord à l'égalité ? En défendant la réussite scolaire, la sécurité sociale professionnelle, une nouvelle société urbaine, et dès la première année, une authentique révolution fiscale, nous nous adressons à l'immense majorité des Français, qui savent pour la plupart qu'eux-mêmes ou leurs enfants ne sont pas ou plus à l'abri du déclassement.

En réinventant une politique industrielle pour la conversion des secteurs traditionnels comme pour les filières innovantes, nous donnons une visibilité à l'avenir économique pour tous les salariés. En abordant sans tabou la question du pouvoir d'achat, par le salaire, mais aussi par le blocage des loyers, en réduisant la facture d'énergie ou de transport, en refusant la dégradation accélérée du système de santé, nous apportons des solutions que personne à gauche ne saurait dignement récuser.

\* Christian Paul est député de la Nièvre et président du Laboratoire des idées du PS. Camille Peugny est sociologue et maître de conférences à l'université Paris-VIII